

**Intervention de Patrice Hernu au colloque de « Vivent les femmes »  
sur le « Développement Durable, 20 ans et ! »**



13 octobre 2007

Merci à Alice Panetta-Benhamou et à Vivent *les Femmes* d'avoir pris l'initiative de cette journée du développement durable en hommage au rapport de Madame Brundtland. Peut-être n'est-ce pas tout à fait un hasard. Car ce concept ne vient pas de nulle part. Symboliquement, avant l'explosion publique du concept, la question du développement durable commence d'une certaine façon avec le **premier sputnik**. **En réalisant la première révolution complète autour du globe terrestre**, il signe, philosophiquement, physiquement, politiquement, l'avènement d'un monde qui n'est pas celui de la fin des temps mais celui d'une finitude relative même si nous étions loin d'avoir exploré toutes les richesses contenues dans ce cercle.

Ce cercle contient comme l'espace fœtal que l'humanité partage. Et si hier nous demandions aux responsables de gérer nos biens collectifs en bons pères de famille, l'exigence est plutôt désormais de les préserver en bonnes mères de famille.

Ce propos n'est pas de circonstance. Il choque parfois mais je pense que si les mouvements de libération des femmes s'inscrivent dans celui contre les aliénations nées des conceptions patriarcales de la famille, des écoles, des églises et de toutes les institutions traditionnelles, je crois profondément que l'avènement des femmes aux plus hautes responsabilités correspond également à un besoin vital de notre société de préserver l'acquis et le cercle de ses valeurs. Ces valeurs, non seulement les femmes les portent symboliquement dans nos traditions mais ce n'est pas une question de gênes. Car, les hommes doivent également les apprendre. Voilà pourquoi je vous rappelle ici cet évènement symbolique.

C'était le 7 octobre 1957. 50 ans presque jour pour jour.

L'écologie s'est discrètement posée dès cette époque dans **notre imaginaire comme pour nous préparer au monde futur :**

- Toutes ces revues de science fiction, qui ont fleuri dans les années 60 –Atome Kid, Sidéral, Spoutnik, etc.- n'avait qu'un seul leitmotiv : leurs héros allaient de planètes en planètes pour y assurer la reproduction d'écosystèmes en péril avec toujours l'image du mythe de la Terre mère perdue ;
- Et dans le même temps, nous découvrons que cette Terre finie, nous la connaissions si mal qu'il fallait la découvrir en profondeur, découvrir ses entrailles avec le Monde en 80 jours de Tazieff, les océans avec le monde du silence, les 4 du Moana ou Cousteau, le désert blanc avec les expéditions de Paul-Emile Victor, et le désert brûlant avec Théodore Monod, retrouvant dans la Nature désertée une image si proche des origines du Monde, pleine de la métaphysique du monde judéo-islamo-chrétien. Les racines du ciel et le sel de la Terre pour s'en sortir demain. Car, sans les connaître encore, nous pressentions les périls et nous nous y préparions déjà.

\*\*\*

**Demain, nous y sommes !**



Ce fut pêle-mêle :

- La création des grandes ONG, le WWF (1962), Greenpeace, France Nature Environnement regroupant autour du Muséum

d'Histoire naturelle les sociétés locales de pensée qui avaient fleuri ;

- La prise de conscience de la finitude des ressources et les interrogations du Club de Rome en 1972 ;
- Puis les premières crises du pétrole 1974

Ce fut parfois avec beaucoup d'ambiguïté comme lorsque le WWF des débuts prétendit défendre les grandes zones naturelles (de chasse) contre les populations locales que l'accès au progrès pourraient conduire à les saccager !

### **Puis ce fut l'écologie politique.**

- D'abord issu du courant conservateur au sens littérale du terme, avec Charles de Gaulle et le Prince Bernhard des Pays-Bas, puis des opérationnels et des visionnaires comme Jean Sainteny ou Philippe Saint-Marc
- Ensuite, l'écologie commença à se radicaliser avec par exemple René Dumont
- Enfin, vinrent Les Verts, ce marxisme reverdi – mais ce n'est pas une grave reproche dans ma bouche - et l'antidote, précurseur des temps actuels, Génération Ecologie dans les années 90-95 : force est de constater que ce fut un feu de paille à l'échelle de l'Histoire, mais cela a également été une lumière dans les ténèbres d'un siècle qui n'en finissaient pas de ne pas finir...

Le développement durable est la fille de tous ces mouvements. Elle hérite de toutes ces hésitations. Peut-être ne pouvait-il pas en être autrement.

**En réalité, le développement durable est né dans les milieux économistes libéraux** (et même ultra libéraux) dans les années 70 mais, il ne gagne le grand public via le rapport de Mme Bruntland qu'en 1987, trente ans après cette révolution symbolique, il y a donc 20 ans, pour être sacralisé en 1992 à Rio.

Dès lors que les medias s'emparent d'un concept, une **vulgate, un catéchisme**, se crée où tout s'engouffre contradictoirement dans des schémas mille fois rabâchés au point d'en faire une auberge espagnole.

Mais, au moment de ce bilan, il reste que **le développement durable est une thèse globale - économique, politique, environnementale, sociétale voire civilisationnelle - qui fait suite à aux thèses keynésiennes et fordienne qui, répondant à la crise 29**, ont assis les trente glorieuses dont nous assistons depuis effectivement 20 ans à la fin de course moribonde dans des débats parfois d'un autre âge.

La conception classique de l'économie reposait encore récemment sur les fondements de la société qui suit **les grandes découvertes. La terre s'ouvrait à nouveau**, littéralement : la société ne cherchait essentiellement qu'à trouver toujours plus de bras humains pour mettre en valeur des richesses qui, dans un premier temps, semblaient inépuisables.

Le sujet central, c'est **la société des hommes** avec ses lumières, le corpus de l'humanisme, et sa face plus sombre : sont considérées comme les plus efficaces les sociétés politiques qui parviendraient à mettre en œuvre ces bras et en rang les hommes le plus économiquement possible.

Cette société dite aujourd'hui productiviste repose sur un fondement premier : c'est la valeur travail. S'il faut d'ailleurs la restaurer, c'est qu'elle ne va plus de soi ! Parce que dans le système économique de la révolution industrielle, le travail est la ressource rare. Comme cela été théorisé et démontré (par les marginalistes, comme de Ricardo à Karl Marx), **la rareté dans l'échange fonde la valeur.**

**Or, l'échange s'effectue dans le court terme tandis que la société se construit dans le long terme.**

Dans une société en développement non contraint par les ressources, la contradiction n'apparaît pas immédiatement. Karl Marx avait bien vu dans

ses équations qu'il y a avait une limite à la profitabilité et à l'exploitation, mais là n'était pas le problème véritable. C'est d'ailleurs que vint la crise.

**En réalité, la crise de 1929 est la première grande crise moderne du développement durable** en ce sens que le mardi noir de Wall Street résulta de l'incapacité du système financier à rendre correctement compte des arbitrages que l'économie et la société doivent effectuer entre la préférence pour le présent -la liquidité dira Keynes- et les choix futurs qui passaient essentiellement, c'est toujours le cas, par l'investissement et la recherche développement.

On connaît bien la réponse que Keynes fit à cette incapacité en restaurant le rôle de l'Etat régulateur, dans une synthèse entre le libéralisme et le social, proposant de recentrer, déjà, ce rôle sur les investissements productifs de développement et de croissance durables au motif que, même au prix d'un déficit, le retour fiscal compenserait toujours largement l'impasse budgétaire momentanément créée. Ford tenait un raisonnement semblable en expliquant que vendre des voitures économiques sur une grande échelle créait un flux de revenus supérieurs à la dépense initiale.

Ces stratégies ont permis les trente glorieuses. Elles ont été théorisées par des mécanismes tels que le multiplicateur d'investissement, se sont exprimés par la politique des revenus, la création du Conseil économique, la fiscalité taxant le travail pour inciter les acteurs à l'économiser alors qu'il est devenu abondant en quantité du moins, etc.

Tout cela reposait effectivement sur **une hypothèse qui malheureusement allait être contredite par l'évolution économique** : l'expansion ne serait limitée que par les freins contrariant l'efficacité des hommes à mettre en œuvre des ressources naturelles non forcément illimitées mais ne constituant pas en première analyse la contrainte principale.

La fameuse commission sur les freins à la croissance que préside Jacques Attali est encore empreinte de ces idées dont j'espère que Jacques Attali saura les dépasser.

Après la grande synthèse de l'économie et du social qui caractérise les 30 glorieuses et d'ailleurs le concept de Grenelle, d'où ses ambiguïtés, ce sputnik s'est chargé de nous rappeler symboliquement qu'on ne pouvait plus aller gâcher plus loin dans une fuite en avant la terre héritée de nos parents. C'est ce que la définition communément admise et héritée de Mme Brundtland nous dit depuis 20 ans.

\*\*\*

### **Aujourd'hui, nous y sommes précisément !**

L'écologie politique est en train de se dissoudre dans le développement durable et tant Nicolas Hulot que le Grenelle de l'Environnement achèvent d'y porter les derniers coups. Il est l'heure de passer à une autre étape, ce qu'avec certains, très critiqués, nous avons appelé le post-Kyoto, terme que ceux qui le critiquaient ont désormais unanimement repris. Des négociations internationales s'ouvrent désormais qui conditionneront notre destin autant que le Grenelle qui marque la fin de l'époque néo keynésienne et qui, d'ailleurs, de ce point de vue, est très utile. Jean-Louis Borloo a hérité ce processus d'un ex keynésien ! Mais, il a pris la mesure de tous ces paradoxes avec beaucoup d'intelligence.

**Réinstaurer la durée dans la gouvernance économique et politique pour que nos éléments de croissance d'aujourd'hui ne soient pas des facteurs de décroissance ou de non développement de demain ? Comment faire ?**

C'était déjà la question de l'après guerre après que la seconde guerre mondiale ait par la violence armée du new deal apporté sa provisoire solution. Tout étant à reconstruire, l'arbitrage entre la soif de consommer et la nécessité d'investir pour l'avenir ne pouvait se satisfaire des solutions nationales. Cela affectait tout le système monétaire et financier.

L'apport de Keynes a été de montrer qu'il fallait créer à ce niveau des institutions de régulation des marchés financiers permettant d'ajuster l'emploi et la consommation, la monnaie de court terme et la transformation de celle-ci en instrument d'investissement à long terme.

L'étape la plus importante fut les **accords de Bretton Woods**, des accords économiques qui ont dessiné les grandes lignes du système financier international de l'après-guerre. Leur objectif principal fut de mettre en place les bases de la politique monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction et le développement économique. Ils furent signés le 22 juillet 1944, à Bretton Woods aux États-Unis après trois semaines de débats entre 730 délégués représentant l'ensemble des 44 nations Alliées.

Le principal instigateur de ces accords a été John Maynard Keynes qui dirigeait la délégation britannique et Harry Dexter White, assistant au secrétaire au Trésor américain. La France y était représentée par Pierre Mendès France qui y tint un rôle précurseur.

Au final, deux organismes ont vu le jour :

- la Banque mondiale (BIRD)
- le Fonds monétaire international (FMI)

Un troisième organisme aurait du être créé chargé du commerce international. Mais en l'absence d'accord, il ne verra le jour qu'en 1995 avec la création de l'Organisation mondiale du commerce après les cycles de négociations du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT).

Ces institutions ont modelé le nouveau fonctionnement des banques centrales et des monnaies de réserve puis, dans ce cadre, toutes les institutions bancaires et financières en faisant notamment du taux d'intérêt, comme Keynes l'avait défendu dans sa thèse, le principal agent tant politique que de marché, ajustant la préférence pour le court terme et le

long terme et donc arbitrant ainsi entre la quantité de monnaie et le taux d'intérêt et donc entre le revenu, l'emploi et la croissance.

**Ainsi le taux d'intérêt directeur est devenu le premier instrument politique et financier de développement durable.**

Ce système a connu de plus en plus de ratées monétaires, au fil des dévaluations compétitives ou forcées, des crises monétaires, à la traîne d'un serpent monétaire disloqué et des remises en cause de l'étalon or puis du gold exchange standard, ratées dont Pierre Mendès-France, visionnaire avait pointé dès l'origine certaines des causes qui, mutatis mutandis, se révèlent aujourd'hui être au cœur de nos problèmes.

Je ne vais pas développer ici longuement mais il me paraît utile ici de rendre un hommage particulier à cet aspect des idées de Pierre Mendès-France.

Le problème posé à ce niveau par l'écologie et le développement durable reste le même : **quels sont les facteurs de rareté pour les générations actuelles et les générations futures dont les instruments de régulation de marchés économiques, bancaires et financiers à l'échelle mondiale, ne rendent pas compte ?**

Et, la réponse est d'une grande clarté. Le bien mondial dont la régulation est inexistante, erratique, qui pèse comme une épée de Damoclès sur toutes les sociétés, **c'est le carbone.**

Les dernières fluctuations du baril du pétrole viennent à nouveau d'en apporter la démonstration.

**C'est le carbone en tant qu'énergie fossile** – pétrole, charbon, gaz, schistes, huiles – car, il est le moteur du développement. Le carbone vivant, celui qui est issu de la photosynthèse, ne pourra être indéfiniment soustrait aux besoins alimentaires d'une population croissante pour la biomasse ou pour l'industrie ! « Bouffer ou rouler » pour simplifier. La

surface utilisable est limitée, ce qu'exprime à sa façon, le concept d'empreinte écologique.

**Quant aux autres énergies, les énergies dites alternatives**, elles ne sont pas aujourd'hui, du moins pas encore— regrettons le évidemment-, de nature à répondre à la formidable explosion des besoins. C'est un autre débat où il est dangereux d'entretenir de coupables illusions dans l'opinion.

**Illusion des éoliennes.** Il suffit de considérer la dette sur les générations que va laisser la politique allemande de sortie du nucléaire, d'encouragement de l'éolien par une politique de rachat créant une créance des opérateurs sur les régions maintenant comparable à la part non finançable des retraites sans compter le fait que l'Allemagne est dans l'incapacité de respecter ses engagements de Kyoto, pourtant dérisoires face aux enjeux.

**Illusion également que le nucléaire** puisse compenser ce déficit car, sa part diminue sans cesse dans le mix mondial et, cette diminution est malheureusement inexorable —peut-être même avec la future génération IV - et la France a bien de la chance d'être dans une situation totalement différente de celle des pays homologues. Situation qu'évidemment il faut maintenir coûte que coûte sans céder aux de ceux qui, y compris dans le Grenelle, prennent l'Allemagne pour exemple de l'Europe : on a vu les dégâts en Allemagne qu'on continue contre l'évidence du constat de présenter comme un pays écolo.

**Beaucoup d'illusions mais aussi des espoirs dans la recherche.**

Ce point sera abordé par les autres conférenciers.

Le carbone est donc l'élément qui fonde en première dérivée toute valeur dans la société moderne. **On peut le déplorer mais c'est un fait, il a remplacé la valeur travail, avec ce grave problème qu'il échappe à la**

**révolution keynésienne et qu'il est donc hors des régulations mises en place après guerre. Il est hors de tout contrôle global.**

**Enfin, le carbone est considéré comme le levier central de la dérive climatique et de l'effet de serre.**

Sans développer ce point qui à l'heure des nouvelles messes mériterait à soi seul plusieurs colloques, je ne résiste pas à l'envie de vous résumer la situation, comme je la ressens, de la façon suivante :

- bien des informations répétées à l'envie sur l'effet de serre sont erronées et le GIEC qui pourtant fait un travail utile qui lui vaut la récompense méritée du Nobel, a malgré tout une certaine responsabilité dans cet état de fait ;
- mais, malheureusement contrairement à ceux qui, d'Allègre à la pétition de l'Oregon tirent argument de ces erreurs pour dénoncer la nouvelle religion de la dérive climatique, tout est en fait bien plus grave qu'on le dit.

**Et dans le même temps, je dis également que le catastrophisme médiatique est dangereux car, c'est souvent un cache misère pour l'inaction.**

Ainsi, la banquise polaire arctique jusque là permanente a perdu plus de 40% de son épaisseur en 40 ans. Elle n'a plus qu'à peine un peu plus de 1,5 mètre d'épaisseur en moyenne. Dans une vingtaine d'année, l'essentiel de la banquise pourrait ainsi avoir disparu en été.

Au cours de l'été 2005, on a simultanément constaté une considérable accélération du dégel du permafrost en Sibérie et en Alaska. Pour la seule Sibérie occidentale, dont la température moyenne s'était accrue de 3°C en quarante ans, un million de km<sup>2</sup> de terres – considérées encore quelques années auparavant comme "éternellement" glacées – ont dégelé en profondeur, transformant la toundra en "fontaine de carbone", essentiellement sous la forme de méthane. Un phénomène qui avait

commencé à prendre de l'ampleur voici 3 ou 4 ans et qui s'est trouvé fortement aggravé par la transmission en profondeur de calories par les eaux de dégel réchauffées par le soleil estival. La reprise de la fermentation bactérienne sur des superficies considérables empêche maintenant ces sols de regeler en profondeur, même durant le glacial hiver sibérien.

Plus au sud, la température des eaux de surface de l'Atlantique, de la mer des Caraïbes et du golfe du Mexique augmentait en 2005 de 2°C par rapport à l'année précédente et la chaleur latente provoquait une arrivée précoce et un renforcement de la saison des cyclones...

**Les constats sont innombrables.**

**Le fait est qu'un second seuil de l'évolution climatique est donc probablement enclenché depuis les 3 à 5 dernières années, caractérisé par l'importance des rétroactions positives de la nature au réchauffement en cours.**

**Revenons un instant sur les causes, car les si les approximations et les idées simplistes ont pu aider la vulgarisation, elles ne sont plus de mise au moment d'agir efficacement.**

Ainsi, les principaux GES présents dans l'atmosphère terrestre sont d'abord la vapeur d'eau (H<sub>2</sub>O) puis, le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>), le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O), les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), l'ozone (O<sub>3</sub>), les chlorofluorocarbones (CFC) et les gaz fluorés (HFC, PFC et CF6). La concentration des GES naturels dans l'atmosphère terrestre a varié au cours des périodes géologiques, mais, après la dernière période glaciaire, elle était restée relativement constante jusqu'au début du 19<sup>ème</sup> siècle. Puis, avec l'agriculture et l'élevage puis l'industrie, les niveaux de certains de ces gaz ont sensiblement grandi.

**Or, le carbone aime l'eau !**

La vapeur d'eau atmosphérique (H<sub>2</sub>O), existe en quantité très variable dans l'atmosphère. Elle équivaut actuellement en moyenne à 3 ou 4 % du volume de l'atmosphère terrestre. En moyenne, la vapeur d'eau constitue bel et bien le principal GES et, bien que l'accord entre les scientifiques ne soit pas total à ce sujet, on lui impute généralement de 60 à 66 % d'un effet de serre « normal » et bénéfique, sans lequel la Terre ne serait qu'une mortelle "boule de neige". Or, la proportion de H<sub>2</sub>O dans l'atmosphère varie considérablement en fonction de divers facteurs et c'est tout le problème.

La pression partielle de H<sub>2</sub>O atmosphérique correspondant au taux de saturation (point de condensation) varie plus que proportionnellement à la hausse de la température. Par ailleurs, on est plus ou moins proche de ce point selon les régions du globe, de moins de 20 % au Sahara à 100 % en zone intertropicale pendant la saison des pluies.

**Ainsi, les autres GES n'interviennent essentiellement en réalité qu'en terme de forçage de l'effet primaire du à la vapeur d'eau.**

A cet égard, le dioxyde de carbone ou gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) est actuellement responsable d'environ 69 % du forçage de l'effet de serre, dont 59 % pour l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel...) et 10 % pour les effets de la déforestation.

**Le carbone est donc au cœur, et de l'économie, et de l'écologie** car, en première analyse, il commande la répartition de l'eau entre l'atmosphère, les océans, le ruissellement, les végétaux et la biodiversité, la faune et les terres. C'est tout cela qui commande l'ensemble de notre biosphère dans l'ensemble de ses composantes.

**Si le carbone n'est pas donc la cause unique de l'effet de serre, il est l'indicateur central de la dérive climatique et de la perte accélérée de la biodiversité.**

Sur le plan économique, c'est la même chose.



**Le pétrole par exemple peut être considéré le cœur malade de l'économie mondiale. Un médecin dirait qu'au lieu de battre, il fibrille.**

Car, il n'est plus possible de faire de prévisions à long terme, et plus que sa rareté, vraie, supposée, entretenue ou imaginaire – il y a débat sur ce point – c'est l'absence d'horizon régulable qui manque, empêchant les anticipations économiques et supprimant l'horizon nécessaire à l'industrie pour qu'elle investisse dans toutes les technologies dont on espère que demain elles répondront à l'équation posée par la question climatique et énergétique.

Il va donc falloir sortir des illusions pour entrer dans le monde d'une écologie assumée. L'écologie politique elle-même va devoir se réformer, quitter l'incantation pour entrer dans la mise en œuvre effective.



**Aujourd'hui et... demain ?**

Habitat, énergie, fiscalité, fonctionnement de l'Etat, marchés de permis, recherches technologiques amies du climat et de la biodiversité, beaucoup est fait. La société prend la question à bras le corps. Le prix Nobel vient de symboliquement récompenser tout cela qui désormais est dans la société civile et a pénétré le débat politique généraliste.

**Il y a toutefois un domaine où malheureusement les choses ne semblent pas prêtes d'avancer. C'est celui de la monnaie et des institutions financières internationales.**

Et j'en reviens ici aux fondamentaux de la révolution du développement durable qui, pour l'heure, n'a eu ni sa crise de 29, ni son Keynes, ni sa guerre mondiale, ni son Bretton Woods. Faut-il les attendre passivement en faisant de grands discours nobélisables qui certes nous feront partir la fleur au fusil dans la bataille du siècle mais qui, sans clef de voute, ne seront peut-être qu'une nouvelle ligne Maginot ?

**J'en reviens là à Pierre Mendès France et à la nécessaire valeur directrice du carbone.**

Tout système monétaire a besoin que son étalon reflète la valeur qui fonde les anticipations d'un système en première approximation. Je pense que vous aurez compris que le carbone est à l'origine de toute plus value et non plus, malheureusement, le travail et que dès lors que les grandes monnaies dites de réserves n'intègrent pas des anticipations stables sur la valeur du carbone, aucune transformation de l'économie du local et du quotidien en stratégies d'investissement à long terme ne peut s'effectuer sauf par la contrainte, la norme ou l'obligation mais non par le jeu d'un marché qui intégrerait dans le jeu des acteurs d'aujourd'hui les anticipations plausibles et non spéculatives sur l'état de la société de demain.

Jacques Attali répondait à Nicolas Hulot dans un débat sur l'écologie que la société de demain face à tous ces enjeux sera totalitaire ou hyper libérale, sous-entendez : fonctionnant sur les bases d'un marché généralisé. Ce sera sans doute un composé des deux, une société d'autocensure impitoyable sur certains points et de marché ultralibéral sur d'autres. Mais, le maintien d'une démocratie viable est à ce prix, me semble t-il.

L'éthique citoyenne et l'autocensure individuelle, dans une société très largement schizophrène, ne pourra tout régler.

Les outils d'arbitrage entre le court terme et le long terme, base de toute stratégie de développement durable, doivent se déployer et trouver une clef de voute dans une réforme du système monétaire international.

**C'est en ce sens que j'appelle à un « Bretton Woods du Carbone », reprenant à mon compte certaines des idées de Pierre Mendès France.**

Il proposait par exemple que certaines matières premières rares, hautement spéculatives et déstabilisantes pour le système financier soient mutualisables, transformées en certificats monétaires dont une Banque mondiale contrôlerait la détention dans des volumes bien précis comme contreparties de certaines monnaies dites de réserve.

L'objectif est de se donner les moyens planétaires d'arbitrer entre l'usage du carbone et les besoins annuels de développement de manière à optimiser nos efforts technologiques et financiers pour lutter contre la pauvreté et la dérive climatique.

C'est pourquoi j'ai pris l'initiative de créer un Club dit de Venise réunissant des experts internationaux de haut rang, venus d'horizons divers, les meilleurs, y compris les derniers prix Nobel d'économie pour réfléchir ensemble et créer, faute d'un Keynes du développement durable, les bases d'une réforme du système monétaire international faisant entrer l'ère de l'écologie de plain pied dans celle de la monnaie et de la haute finance.

\*\*\*

Sans cela, nous serions condamnés à un double discours comme, faute de mieux, certains acteurs du Grenelle nous y invitent en proposant le double étiquetage, le prix de marché et le prix carbone qu'on ne paie pas, le PIB et le PIB vert virtuel. Ce ne peut être qu'une étape même si cela peut révéler à l'opinion qu'il y a un réel écart entre les deux prix. Ce qui, précisément est le problème car, une économie dont les prix ne disent plus la vérité, est condamnée à une dérive mortelle.

Nous entrons dans une nouvelle ère. Il ne suffit pas donc après 20 ans de le dire ; il faut le faire et cela ne se fera pas sans qu'également le système

économique dans sa composante la plus abstraite, celle qui échappe apparemment au citoyen, ne s'y mette également.

**Une telle mutation n'est pas hors de portée.** Elle permettrait de mutualiser les ressources carbone sans propriétaire, celles des fonds marins profonds, d'acheter à la Chine les réserves de charbon pour les geler plutôt de distribuer des permis qui ne font qu'encourager une monnaie carbone qui n'est parfois qu'une monnaie de singe encourageant, tout bien consolidé, de nouvelles émissions de gaz réchauffant.

Les ressources carbone auraient ainsi un cours stabilisable parce des fonds financiers pourraient intervenir efficacement sur les marchés.

Peut-être n'y aura-t-il pas demain un prix universel du carbone mais l'écologie ne sera pas elle-même « naturelle » sans que la monnaie – condition pour que les prix le fassent également en second lieu - ne reflète cette dimension essentielle de l'arbitrage entre le développement et le climat, l'abondance de biens et la biodiversité, c'est-à-dire le carbone et tous ses dérivés utiles tant à l'énergie des industries qu'à la biodiversité de nos environnements.

**Il n'y aura pas d'écologie en action si elle n'est elle-même d'une certaine façon toute l'économie.**

**Patrice Hernu**

